

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Entités de recherche

Évaluation du HCERES sur l'unité :

Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe

CRAPE - ARENES

sous tutelle

des établissements et organismes :

Université de Rennes 1

Centre National de la Recherche Scientifique - CNRS

École des Hautes Études en Santé Publique - EHESP

Sciences Po Rennes

Campagne d'évaluation 2015-2016 (Vague B)

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Entités de recherche

Pour le HCERES,¹

Michel COSNARD, président

Au nom du comité d'experts,²

Michel HASTINGS, président du comité

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

² Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2)

Rapport d'évaluation

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous.

Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité.

Nom de l'unité : Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe

Acronyme de l'unité : CRAPE - ARENES

Label demandé : UMR

N° actuel : UMR 6051

Nom du directeur (2015-2016) : M. Claude MARTIN

Nom du porteur de projet (2017-2021) : M. Claude MARTIN

Membres du comité d'experts

Président : M. Michel HASTINGS, IEP Lille

Experts :

- M^{me} Simone BATEMAN, CNRS, Paris
- M. Thierry BERTHET, CNRS, Bordeaux
- M^{me} Claire BIDART, CNRS, Aix-Marseille (représentante du CoNRS)
- M^{me} Paula COSSART, Université Lille 3 (représentante du CNU)
- M. Arnaud MERCIER, Université Panthéon-Assas
- M. Ludovic SPOSITO, CNRS Montpellier

Délégué scientifique représentant du HCERES :

M. Hubert PERES

Représentants des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. David ALIS, Université de Rennes 1

M. Laurent CHAMBAUD, EHESP

M. Pablo DIAZ, IEP Rennes

M. Bernard JEGOU, EHESP

M. Didier TORNAY, CNRS

Directeur ou représentant de l'École Doctorale :

M. Franck MORAUX, ED n° 505 SHOS « Sciences de l'Homme, des Organisations et de la Société »

1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

Le Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE) est une Unité Mixte de Recherche (UMR) longtemps centrée sur la science politique qui est devenue de plus en plus pluridisciplinaire en accueillant des enseignants-chercheurs en sociologie, science de l'information et de la communication et des spécialistes des politiques de santé. L'unité, associée au CNRS depuis 1982, est l'héritière du Centre de Recherches Administratives et Politiques (CRAP), créé en 1973 à l'Université de Rennes 1.

Le CRAPE (UMR 6051) est actuellement rattaché au CNRS, à l'Université de Rennes 1, à l'IEP Rennes et à l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP). Le partenariat noué en 2013 avec l'Université de Rennes 2, qui a exprimé le souhait de devenir une autre tutelle du CRAPE, ouvrira notamment l'unité à des historiens.

L'unité est dispersée entre plusieurs sites. Elle est actuellement localisée à l'Institut d'Études Politiques de Rennes, à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Rennes 1, à l'École des Hautes Études de la Santé Publique et dans les Instituts Universitaires de l'Université de Rennes 1 à Rennes et Lannion.

Équipe de direction

La direction de l'unité est assurée depuis le 1^{er} janvier 2011 par M. Claude MARTIN (CNRS) assisté de deux adjoints : M. Erik NEVEU (IEP Rennes) et M. Denis RUELLAN (Université de Rennes 1).

Nomenclature HCERES

Domaine principal : SHS2_2 Science politique

Domaines secondaires :

SHS2_4 Sociologie, Démographie

SHS6_1 Histoire

SHS2_5 Sciences de l'information et de la communication

Domaine d'activité

Domaine scientifique principal : 7 - Sciences de la société

Domaine scientifique secondaire : 6 - Sciences de l'homme et humanités

Les principales thématiques de recherche de l'unité concernent : l'analyse des politiques publiques (questions sanitaires et sociales), l'expertise de l'action publique territoriale, la sociologie du journalisme et des médias, l'analyse des mouvements sociaux et des mobilisations collectives.

Effectifs de l'unité

Composition de l'unité	Nombre au 30/06/2015	Nombre au 01/01/2017
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	33	35
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	4	3
N3 : Autres personnels titulaires (appui à la recherche et/ou n'ayant pas d'obligation de recherche)	2	2
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	13	
N5 : Autres chercheurs (DREM, post-doctorants, etc.)	4	
N6 : Autres personnels contractuels (appui à la recherche et/ou n'ayant pas d'obligation de recherche)	2	
N7 : Doctorants	37	
TOTAL N1 à N7	95	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	16	

Bilan de l'unité	Période du 01/01/2010 au 30/06/2015
Thèses soutenues	20
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	5
Nombre d'HDR soutenues	4

2 • Appréciation sur l'unité

Introduction

Le Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE) est une unité créée en 1973 à l'Université de Rennes 1, sous le nom initial de Centre de Recherches Administratives et Politiques (CRAP), en tant qu'unité de recherche mono-disciplinaire en science politique. Elle est associée au CNRS en 1982. Le CRAPE est devenu depuis une unité pluridisciplinaire (principalement en science politique, en sociologie, et en sciences de l'information et de la communication), avec quatre tutelles : le CNRS, l'Université de Rennes 1, l'IEP Rennes, et depuis 2011, l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP). L'association d'une nouvelle tutelle, l'Université de Rennes 2 est envisagée. Cette diversité des tutelles reflète la pluridisciplinarité de l'unité mais se traduit également par une dispersion des lieux de travail : le campus au centre de Rennes (Faculté de droit et de science politique, IEP Rennes), le campus Beaulieu (Université de Rennes 1), le campus Villejean (Université de Rennes 2 et l'EHESP), le campus de l'IUT de Lannion.

En 2011, le CRAPE s'est réorganisé autour de trois thèmes de recherche : « Gouvernance, santé et territoire » devenu en 2012 « Santé, régulation des risques et des incertitudes », « Journalisme et espace public » et « Mobilisations, citoyennetés et vie politique ». Le projet mentionne un retour à quatre thèmes et trois problématiques transversales.

Le CRAPE se trouve confronté à une reconfiguration des relations entre ses organismes de tutelle, qui pourraient menacer l'équilibre de l'unité, et surtout les conditions de travail qui ont été jusqu'ici favorables, tant à la recherche qu'à la formation des jeunes docteurs.

Avis global sur l'unité

Le CRAPE est une unité pluridisciplinaire de grande qualité dont les domaines de compétence bénéficient d'une solide reconnaissance nationale et internationale, notamment dans le champ des politiques sociales et sanitaires, de la sociologie du journalisme et de la communication politique, des politiques territoriales et de l'analyse des mouvements sociaux.

L'unité présente un bon bilan de publications, et ses recherches sont adossées à des projets, des partenariats, des programmes d'édition et de publication, ambitieux.

L'ancienneté de l'unité lui permet de conjuguer à la fois de fortes identités thématiques et un réel souci de réactivité et d'adaptabilité, comme en témoigne son projet de restructuration dans le prochain contrat.

Le pilotage de l'unité repose sur une équipe de direction renforcée, et un mode de gouvernance, certes très exigeant pour ceux qui le font fonctionner, mais efficace et équilibré au regard de la taille et de la dispersion des sites.

Le CRAPE est très bien inséré dans le tissu régional et bénéficie d'un bon soutien financier de ses tutelles locales.

Ses principaux défis concernent aujourd'hui l'amélioration nécessaire de ses relations avec l'Institut d'Études Politiques, la consolidation de son partenariat avec l'Université de Rennes 2, les restructurations en cours au sein de la COMUE (Communauté d'Universités et d'Établissements) en émergence et la place qu'elle y aura, et le succès d'une restructuration autour de quatre thèmes et d'un dispositif de transversalité passant par des thématiques fédératrices.

Le projet d'un changement de nom de l'unité (ARENES) devra enfin s'accompagner de la mise en valeur d'une identité scientifique globale forte et lisible.

Points forts et possibilités liées au contexte

La politique scientifique de l'unité est soutenue et de qualité, tant au niveau collectif qu'individuel. Les supports éditoriaux témoignent des stratégies visant les revues les mieux reconnues, en même temps qu'une indispensable ouverture internationale.

La pluridisciplinarité est réelle et cohérente avec les thèmes de l'unité. Constitué à l'origine à partir de la science politique, le CRAPE a, depuis, fait une place comparable aux sciences de l'information et de la communication et à la sociologie, trois disciplines qui rassemblent désormais environ 90 % des chercheurs. Mais on trouve également dans l'unité des spécialistes d'histoire contemporaine et quelques représentants d'autres disciplines des SHS (Sciences humaines et sociales) (démographie, etc.).

L'unité a adopté des mesures efficaces de diffusion et de valorisation des activités scientifiques à travers notamment le pilotage de trois revues scientifiques, et d'une collection des Presses Universitaires de Rennes (« Res Publica ») qui s'est imposée comme une référence dans la publication et la diffusion en France des recherches en science politique.

L'internationalisation de l'unité, en très nette progression (partenariats étrangers, financements européens, organisation et participation à des colloques internationaux), doit se confirmer par des efforts de publication plus soutenus en langue étrangère.

L'unité bénéficie d'une équipe de personnels administratifs dont les qualités humaines et les compétences professionnelles, unanimement plébiscitées, contribuent à son dynamisme et à son rayonnement.

La synergie entre les activités de recherche et les implications dans une offre de formation très large (notamment en cycle master), à laquelle participent de nombreux membres de l'unité, est une réussite. L'adossement à des structures d'enseignement professionnalisantes participe également à la reconnaissance de l'unité auprès des milieux socio-économiques de la région.

L'unité a mis en place un dispositif de transversalité dont les thématiques de recherche constituent, par leur originalité et leurs périmètres, de véritables lieux d'intégration scientifique.

L'unité mène une ambitieuse politique de recherche sur contrat qui lui permet d'augmenter considérablement ses ressources, de pouvoir renforcer l'encadrement administratif des projets et programmes scientifiques, ainsi que le financement de ses doctorants.

L'unité est bien intégrée dans l'environnement local et régional (Maison des sciences de l'Homme de Bretagne, Institut des Amériques, GIS (Groupement d'Intérêt Scientifique), M@rsouin (Môle Armoricaïn de Recherche sur le Société de l'Information et les Usages d'Internet), etc.).

La dotation en chaires (5 au total) vient renforcer la politique scientifique de l'unité en cristallisant la recherche autour de thématiques à fort potentiel de visibilité.

L'arrivée de l'Université de Rennes 2 comme partenaire de l'unité permet d'envisager un renfort en enseignants-chercheurs et une consolidation de la pluridisciplinarité au sein des différents thèmes.

L'unité dispose d'un budget de fonctionnement particulièrement important, ayant notamment augmenté grâce au soutien de l'EHESP (à partir de 2012), et de ressources propres considérables (contrats sur appels d'offres nationaux et internationaux et financement de chaires), 38 fois plus abondantes que le budget de fonctionnement récurrent sur la durée du quinquennal.

Points faibles et risques liés au contexte

L'éparpillement de l'unité sur 4 sites, dont 2 avec de petits effectifs, ne facilite pas le travail de gouvernance, les échanges scientifiques entre les membres de l'unité, et la socialisation des doctorants.

Les difficultés et les incertitudes liées à un environnement institutionnel chaotique, marqué par un certain nombre d'échecs (fusion des deux universités rennaises, projet Initiatives d'Excellence (IDEX)) ou de tensions (avec l'Institut d'études politiques de Rennes ou à propos de l'insuffisante représentation de la science politique au sein de la nouvelle école doctorale « Droit et science politique » (DSP) de la COMUE UBL (Université Bretagne Loire)) portent préjudice à la synergie scientifique.

Les regroupements en cours au sein de la COMUE appellent à une vigilance, pour ce qui concerne les écoles doctorales, face au risque de voir remis en cause les équilibres disciplinaires au détriment des intérêts des disciplines représentées dans l'unité.

En dépit d'un périmètre scientifique bien identifié, l'unité peine à accroître son attractivité auprès des jeunes chercheurs et, dans une moindre mesure auprès de collègues étrangers (post-doctorants, enseignants invités). Il faut toutefois reconnaître que le recrutement de jeunes chercheurs ne dépend pas uniquement du CRAPE, mais aussi, largement, de la politique du CNRS à cet égard.

L'affaiblissement d'un thème historiquement fort de l'unité - sociologie de l'information et de la communication - suite à plusieurs départs par mutation, dont deux membres seniors ayant une Habilitation à Diriger des Recherches (HDR), risque de rompre l'équilibre entre les thèmes.

La politique scientifique d'ensemble de l'unité pourrait être encore plus affirmée. La multiplication des thématiques et des chantiers transversaux risque en effet de disperser les efforts de recherche et de lisibilité de l'identité scientifique de l'unité. Il est donc important de veiller à mettre cette identité commune en valeur.

L'équipe administrative, compétente et efficace, est trop réduite au regard de l'accumulation des tâches à réaliser.

Recommandations

Le comité d'experts recommande :

- de renforcer les liens avec l'école doctorale, dans laquelle l'unité est bien représentée, afin de développer sa contribution à la formation doctorale pour mieux répondre aux aspirations de ses doctorants, et de veiller à préserver l'importance des Sciences de l'Homme et de la Société dans le cadre de la reconfiguration en cours des écoles doctorales ;
- de poursuivre la discussion avec les tutelles afin d'accélérer le renforcement de l'équipe administrative ;
- de veiller au bon remplacement des postes laissés vacants, singulièrement pour les thèmes dont la politique scientifique est directement affaiblie par les départs ;
- de contribuer à la stabilisation de l'environnement institutionnel de l'unité, ce qui inclut notamment un assainissement des relations avec l'Institut d'Études Politiques et une reconnaissance accrue au sein des instances exécutives de la nouvelle école doctorale DSP ;
- de consolider la politique de partenariats internationaux en diversifiant les aires géographiques ;
- de veiller à ce que le dispositif de transversalité, conçu autour de thématiques interdisciplinaires, soit alimenté par des opérations scientifiques destinées à renforcer la mise à l'agenda des programmes de réflexion d'ordre théorique, épistémologique et méthodologique de l'unité ;
- de réfléchir à la manière la plus appropriée de matérialiser cette collaboration transversale entre les thèmes, sous forme de production collective intégrant des membres des différents thèmes ;
- de profiter du changement d'appellation de l'unité (ARENES) pour mener une réflexion sur l'orientation scientifique globale et l'articulation des thèmes à celle-ci ;
- de conforter la stratégie scientifique du thème 2 (Journalisme et espace public) et renforcer le potentiel d'encadrement des thèses dans ce domaine ;
- de réfléchir aux moyens d'accroître l'attractivité de l'unité auprès des jeunes chercheurs, en développant par exemple les contrats post-doctoraux ;
- de considérer les chercheurs en poste à l'étranger ou dans des villes éloignées de la métropole rennaise comme des « partenaires » ou « correspondants » de l'unité, plutôt que comme des membres à part entière (surtout s'ils ne signent pas leur publications au nom du CRAPE) ;
- d'adopter une politique visant à augmenter le nombre de membres de rang A et de titulaires d'HDR (même s'il faut noter que 3 HDR ont été soutenues pendant la période évaluée, et 1 autre après le 30 juin 2015) afin de développer l'encadrement des doctorants.